

que certains d'entre nous n'étaient pas fixés à ce sujet — que dans les négociations qui auront lieu, le Gouvernement du Vietnam du Nord, comme l'ancien Gouvernement du Vietnam, devrait y amener les représentants de son choix, y compris le Vietcong, comme membres de sa délégation; certains membres de la mission du Commonwealth étaient assurément disposés à aller plus loin que cela.

Toutefois, il n'y a eu aucune réponse ferme d'Hanoi cette fois-là pas plus que la fois précédente. D'après ce que l'on peut imaginer de son attitude, qu'il a précisée du moins publiquement, il ne pourrait y avoir de négociations que si les États-Unis se retirent et que le Vietcong soit considéré comme le représentant légitime du peuple sud-vietnamien. Voilà une situation que ses adversaires éprouveraient beaucoup de difficulté à accepter.

Néanmoins, les États-Unis ont suspendu leurs bombardements aériens et j'espère que cette suspension durera aussi longtemps que possible. J'espère aussi que, par la force de patience et de détermination, les efforts tentés par les Américains pour négocier porteront fruit.

J'aimerais relever une seule phrase de l'exposé du président au Congrès dans laquelle il faudrait attacher beaucoup d'importance, d'après moi, mais qui n'a pas reçu beaucoup de publicité. La voici :

Nous ferons de même si les autres diminuent leur recours à la force; et nous retirons nos troupes dès que le droit à l'autodétermination du Vietnam du Sud sera fermement assuré.

La situation pourrait s'améliorer si les Nord-Vietnamiens acceptaient seulement l'idée de négociations. Une fois que les deux camps, ainsi que les États-Unis (dans leur cas, c'est chose faite), en auront accepté l'idée, il sera peut-être possible de procéder au retrait des troupes. C'est peut-être cette possibilité que le président entrevoyait dans cette phrase. Je ne sais pas au juste. A mon avis, cependant, il est absolument clair que ce problème ne se réglera pas uniquement par la force des armes, que la question ne se tranchera pas par le renversement du régime du Nord ou en permettant l'absorption du Sud par les Communistes.

Le résultat en sera peut-être un qui ne saurait donner de satisfaction particulière à personne — peut-être faudra-t-il en venir à la solution utilisée dans d'autres cas depuis la Seconde Guerre mondiale, l'acceptation de deux collectivités vietnamiennes, neutralisées, d'où les autres pays seraient exclus. Aussi longtemps qu'on envisage le problème dans l'optique de régimes fantoches ou de luttes pour la libération nationale, nous risquons de jeter dans l'ombre le fait essentiel qu'il existe actuellement deux collectivités au Vietnam et nous risquons de mal calculer les chances de l'une d'elles de maîtriser l'autre par la force des armes, la subversion, ou par d'autres moyens ne relevant pas d'un choix librement exprimé des gens en cause. Dans le cas de deux collectivités qui suivent depuis plus de dix ans des voies différentes et pour lesquelles d'autres ont pris des engagements aussi considérables, il est difficile de croire qu'on puisse maintenant laisser tout simplement l'une étouffer l'autre.

A mon sens, nous ne devrions pas écarter la possibilité d'unifier de nouveau le Vietnam, ce qui répond sans aucun doute aux aspirations des Vietnamiens.